

Que peuvent les syndicalistes FACE À L'EXTRÊME DROITE ?

Le syndicalisme a retrouvé une forme de centralité depuis la mobilisation unitaire de 2023 sur les retraites. Mais comment être à la hauteur pour répondre ensemble aux urgences écologiques, sociales et aux menaces d'une prévisible prise du pouvoir d'État par l'extrême-droite ? Quelques pistes et propositions d'urgences¹.

Enseignant en Seine-Saint-Denis et membre de SUD Education 93, Simon Duteil est docteur en histoire contemporaine. Il a été membre du Secrétariat national de l'Union syndicale Solidaires de 2017 à 2024.

1 Ce texte est une version augmentée pour Les utopiques d'une première version initialement publiée le 23 décembre 2025 sur un blog Médiapart.



[Rémi Desprez]

Manifestation parisienne
du 19 janvier 2023.

L'INCENDIE SE RÉPAND...

Nous sommes au début d'une crise écologique profonde qui provoque des changements environnementaux dans le monde entier, crise liée à la goinfrerie énergétique et à la course aux profits sans limite du capitalisme. Nous commençons durement à en vivre les répercussions quotidiennes. C'est ce même système capitaliste qui permet aujourd'hui d'accroître les écarts de richesses au profit de l'accaparement de milliardaires pendant qu'une partie croissante de la population, à toutes les échelles, subit la pauvreté, la faim et la dégradation accélérée des services publics les plus basiques comme ceux de la santé ou de l'éducation.

À ce contexte s'ajoutent les conflits militaires, parfois liés au contrôle de ressources en matières premières qui alimentent notre système économique et le renouveau des guerres coloniales et impériales.

La question de la démocratie qui semblait, malgré toutes ses imperfections, progresser ces dernières décennies, subit un net repli avec le retour massif au pouvoir de l'extrême-droite sur l'ensemble de la planète. Là où l'influence de l'extrême-droite progresse, ce sont aussi les systèmes de dominations patriarcales, racistes, lgbtqiphobes et validistes qui se renforcent appuyant une déshumanisation croissante d'une partie de la population, principalement en France les étrangères, les musulman.es, les racisé.es, puis rapidement les «wokess», les écologistes, les femmes, les LGBTQIA+, les handicapé.es, les syndicalistes...

On ne peut en quelques lignes faire le tour des crises que nous traversons, de leurs causes et de leurs conséquences. Mais nous avons clairement, peut-être autour de 2020, depuis le COVID, commencé à changer d'époque.

En France, la montée en puissance de l'extrême-droite fait (et fera) l'enjeu de débats, d'analyses et d'interprétations. Ce qui est sûr, c'est qu'elle devient dominante et a la capacité de prendre le contrôle de l'appareil d'État. Cela avec le soutien d'une partie croissante de la population dans des territoires où il n'y a presque plus de contradiction et dans les lieux de travail où il n'y a plus assez de répondant et de collectif pour proposer une autre perspective que les solutions de sauvegarde individuelles et la loi des patrons. Cette poussée fascisante est aussi le fait de milliardaires qui la soutiennent activement par idéologie et pragmatisme : il leur faut pouvoir défendre d'autant plus violemment les destructions, les inégalités et les accaparements du commun qui composent leur fortune en ces temps de crise. L'avenir a rarement été aussi sombre.

La mort tragique d'un militant fasciste à Lyon à la suite d'une rixe, probablement une embuscade provoquée par l'ex-

Lors de la manifestation
parisienne du 1er mai 2024.



[Solidaires]

trême-droite, sert de béliet pour banaliser dans l'espace public et médiatique son narratif, ses pratiques, ses mensonges. Le consensus déjà affaibli sur ce qu'est l'extrême droite vole en éclats dans un grand chamboule-tout confusionniste qui inverse causes, valeurs et effets. De nombreuses digues cèdent. L'alliance des droites prend forme concrètement sur les décombres du macronisme qui l'a accompagnée.

... ET RISQUE DE TOUT CONSUMER

Si l'histoire ne repasse pas les plats, elle nous donne une connaissance profonde de ce à quoi nous aurons à faire face d'un point de vue des grandes orientations, tout comme nous voyons au-delà des particularismes locaux ce qui se passe actuellement des États-Unis à l'Inde, de l'Argentine à la Hongrie, de l'Italie à la Turquie... La politique trumpienne est exemplaire : elle révèle encore plus concrètement ce que peut faire un pouvoir d'extrême-droite hyper rapidement dans une société qui ressemble à la nôtre, en particulier avec une politique violemment raciste et meurtrière (ICE, Minneapolis...), qui s'intègre dans une action assumant la loi du plus fort et la fin d'un droit international déjà faible. Nous étions prévenu.es, il y a tout de même de quoi avoir le vertige.

Ici, les conséquences seront les mêmes qu'ailleurs : politiques discriminatoires et notamment racistes assumées, attaques contre les droits et conquies sociaux, remise en cause de l'état de droit, régression des libertés individuelles publiques, stigmatisation et criminalisation du militantisme, attaque contre les droits, libertés et moyens des organisations syndicales, sur fond d'une politique pro-patronale et anti-écologiste violente destinée à sauver les meubles du capitalisme. La victoire de l'extrême-droite serait une régression sans précédent. Nous

en vivons actuellement seulement les prémices qui se traduisent déjà par une hausse importante des violences politiques, symboliques et physiques. Dans ce scénario de défaite, nous allons devoir consacrer un temps monstrueux à nous défendre, à faire face à une répression et à une criminalisation accrue. Sans alliances, toutes nos structures n'y survivront pas. Nous n'avons aucune idée de ce qu'il faudrait faire pour en sortir.

LE SYNDICALISME, CENTRAL POUR FAIRE DIGUE

La question brûlante, l'urgence vitale est bien celle de notre capacité à faire face. Si nous partageons le constat de l'urgence, nous devons, nous pouvons trouver les moyens d'une action qui sorte de l'ordinaire.

Regardons les choses en face : après le sursaut général de juin et juillet 2024, nos organisations se sont (re)plongées dans leur fonctionnement quotidien, un peu comme si cette situation n'existait pas, comme si la menace allait disparaître. Dérouler dans notre coin nos stratégies et nos tactiques n'a, jusque-là, pas permis d'inverser durablement la tendance lourde, notamment vis-à-vis de l'extrême-droite. Notre action générale est extrêmement précieuse. Mais peut-on, seulement par une action ordinaire, faire face à une menace hors du commun ? Il est temps de sortir des inerties internes et de faire dérailler le quotidien.

Le syndicalisme représente aujourd'hui la plus grande force sociale dans ce pays par son nombre d'adhérent.es, son implantation sectorielle et territoriale, ses formations... Il est un outil majeur de mobilisation, de victoires concrètes, de solidarité, d'émancipation, de socialisation positive. Pour des millions de travailleuses et travailleurs, nous vivons au quotidien au travail des interactions qui,

pour banales qu'elles puissent paraître, servent à forger nos opinions et nos comportements, nos sociabilités, y compris politiques. Une partie de la force de l'extrême-droite c'est la banalisation de ses propos dans des espaces où il devient difficile voire impossible de contredire. Les idées déshumanisantes peuvent alors devenir majoritaires, banales. C'est là que le syndicalisme est essentiel.

Le travail est un lieu d'action essentiel et prioritaire pour faire face à la vague brune sur laquelle nous pouvons agir avec force, si nous nous en donnons les moyens. Pour le syndicalisme c'est la base que de partir du quotidien et du vécu, échanger, argumenter, visibiliser, structurer et créer du rapport de force avec nos collègues, y compris dans une démarche intersyndicale. Faire ensemble, c'est ce dont globalement le syndicalisme a été capable récemment pour la défense de nos retraites. Pourtant, il y a des nuances, parfois des différences profondes et même des divergences entre les composantes de l'intersyndicale qui peuvent justifier l'existence de structures différentes et permettent l'expression du pluralisme des travailleuses et des travailleurs.

Nous nous sommes fixé un objectif en commun, qui a impliqué de faire l'effort de construire l'unité. Cela passait par une forte capacité de respect et d'écoute entre partenaires qui ne se connaissaient pas toujours bien, de rompre la méfiance liée à des pratiques parfois opposées. Tout cela n'a pas empêché de largement exprimer ce qu'étaient nos positions et pratiques spécifiques, d'exposer et assumer nos différences, sans chercher à les dénoncer, les caricaturer ou en faire des points de clivage. Pour chercher à gagner ensemble, nous avons atteint une forme de maturité, ensemble. Cela voulait dire mettre de côté nos a priori. Surtout, il fal-

lait être capable de ne pas jeter de l'huile sur le feu pour chercher à nous différencier mais au contraire chercher ce qui nous rassemble et accepter des modalités diverses qui génèrent la complémentarité. C'est un effort collectif à faire : pour avancer et créer de l'unité, l'acceptation de la diversité des tactiques est essentielle.

Depuis la fin des années 1990, il existe 8 structures syndicales nationales. S'il y a des mouvements et des évolutions dans les hiérarchies liées notamment à la tertiarisation et la cadrification de l'économie, personne n'a « eu raison » de façon déterminante dans son projet, dans le sens où aucune structure syndicale n'a pris seule un ascendant déterminant en termes de syndicalisation ou de victoires interprofessionnelles majeures pour la défense des travailleuses et travailleurs ou pour gagner de nouveaux droits. Chaque organisation syndicale a ses spécificités, son histoire. Nous avons besoin aujourd'hui de notre complémentarité, de faire « mouvement syndical », de rassembler nos forces, pas d'étaler nos faiblesses ou de chercher à faire concurrence à ce qui est souvent le plus proche de nous. Bien sûr qu'il y a des tensions, parfois même des conflits ouverts entre militantes, sections ou syndicats, liés à des pratiques, des désaccords profonds, des sentiments parfois de trahison. Mais nous savons avancer de façon démocratique. D'ailleurs la vie interne de chacune de nos organisations est rarement un long fleuve tranquille : le débat est constitutif du syndicalisme.

Il ne s'agit pas de mettre ça sous le tapis. Mais pour pouvoir avoir le luxe de nos désaccords et de nous disputer, encore faut-il que nous ne soyons pas littéralement écrasés. Et c'est ce qui nous pend au nez.



[Solidaires]

Premier mai 2025, à Paris.

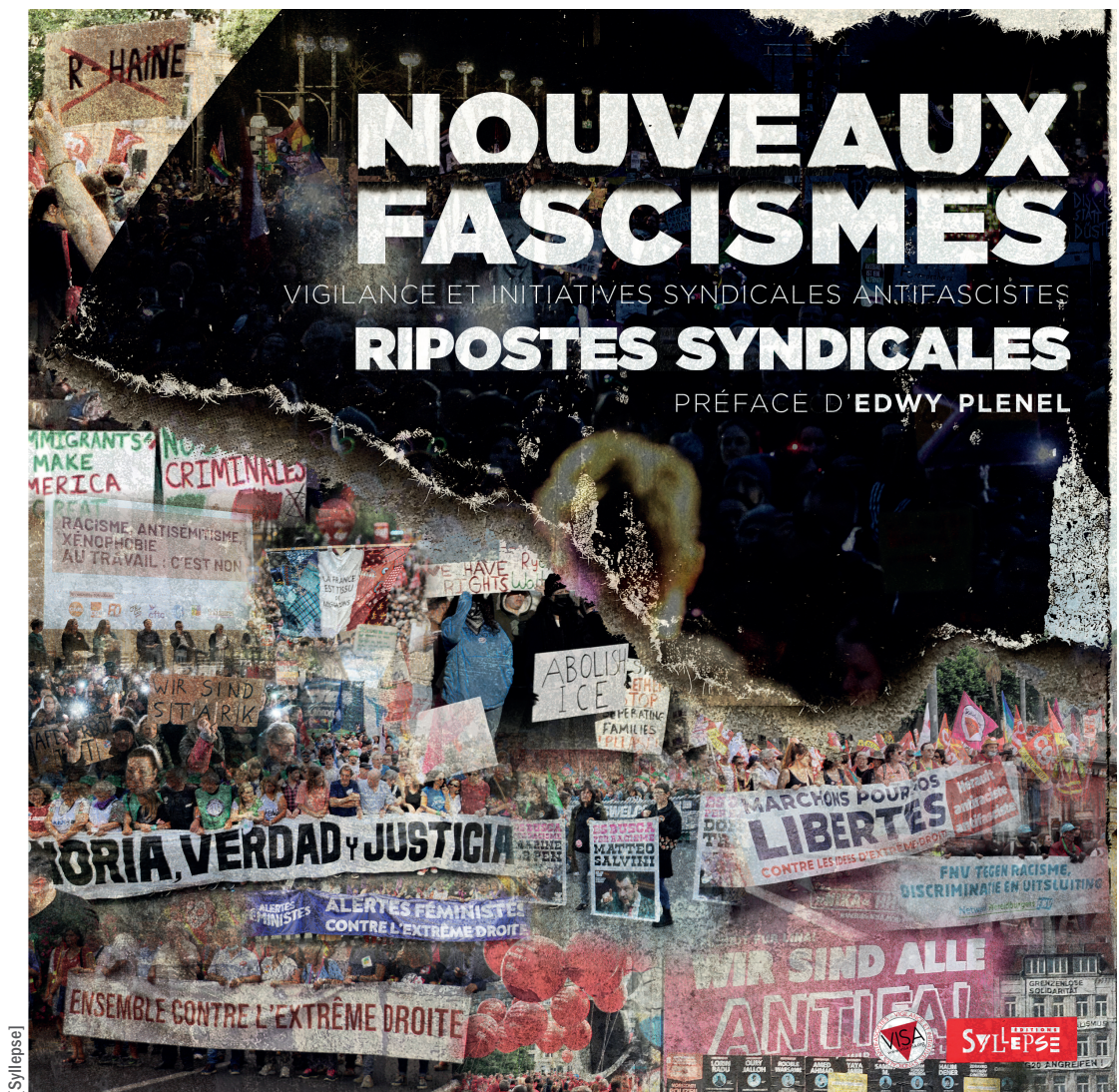
Je faisais partie depuis quelques années des personnes qui pensent que la recomposition syndicale, la capacité de se rapprocher entre différentes organisations, entre différents outils syndicaux, pour discuter de nos points communs et différences, réfléchir à une meilleure articulation et, pourquoi pas, à des rapprochements organisationnels plus profonds, c'était essentiel pour faire face à l'extrême-droite. C'est ce que posait Solidaires dans sa déclaration de congrès en 2021 : « La prise du pouvoir politique par l'extrême-droite est une réelle menace. Cette situation inédite pour nos générations nous oblige à réfléchir à l'ensemble des réponses pour faire face, notamment aux liens plus étroits à développer avec les autres syndicats de lutte et de transformation sociale, sans présupposés. Se fédérer, discuter de la possibilité de la recomposition intersyndicale à la base, dans les territoires et les secteurs, ne doit pas être tabou. Il nous faut réfléchir à la façon d'être le plus efficace pour gagner.

L'Union syndicale Solidaires ne construira pas des rapprochements seule et nous verrons si d'autres structures souhaitent partager cette démarche. »

Ce temps est révolu. Non pas qu'il ne faille pas avoir ces discussions, mais parce que c'est tout simplement trop tard par rapport à 2027. Nous n'avons plus le temps de marcher côte à côte. Nous devons courir ensemble. Et nous devons passer du sport individuel, par syndicat, au sport d'équipe.

ÉTENDRE ENSUITE L'UNITÉ À NOTRE ÉCOSYSTÈME

Rappelons-le : l'extrême droite génère une violence permanente et tue régulièrement. L'antifascisme est une réponse, une protection et une nécessité face au fascisme, pas l'inverse. Il n'y a pas d'équivalence possible. Au-delà des organisations antifascistes qui fort heureusement n'ont jamais lâché le sujet, cette question de la prise de pouvoir imminente de l'extrême-droite préoccupe l'ensemble de ce qui constitue



[Syllapse]

Vigilance et initiatives
syndicales antifascistes,
Nouveaux fascismes.
Riposte syndicales,
éditions Syllapse, 2025.

les forces progressistes qui se mobilisent, luttent et se battent pour un monde meilleur. Il existe un travail de fond depuis des années pour contrer les discours et les pratiques fascistes et dénoncer l'impoture sociale, comme avec VISA, réseau de vigi-

lance intersyndical antifasciste. Ce travail permet d'échanger et d'armer une partie des syndicalistes. C'est un outil dans la palette d'action, tout comme les campagnes unitaires intersyndicales contre l'extrême-droite travaillées avec plus ou moins de succès.

Comme il y a des syndicats qui se réclament de la lutte et de la transformation sociale, il y a des syndicats qui se re-

vendiquent de l'antifascisme et qui s'unissent sur le sujet, c'est heureux. Hélas, au vu des forces structurelles en présence, il semble évident face au raz-de-marée qui continue de monter que les seules antifascistes sont en position de faiblesse pour faire face, loin de pouvoir initier seules une mobilisation de masse : l'antifascisme est indispensable, mais insuffisant si nous ne voulons pas nous cantonner à une position très (trop) minoritaire, et parfois très morale, mais nous donner les moyens de gagner. Nous devons continuer de mener l'explication de l'importance de l'antifascisme. Mais nous sommes aussi dans une urgence qui nous oblige : rien ne sert d'avoir raison seules. Autrement dit, si nos forces ne sont actuellement pas suffisantes, il faut créer une alliance plus large, pour faire masse de trouver les points communs, de regrouper l'ensemble de celles et ceux qui défendent les droits humains et les libertés démocratiques.

Le syndicalisme, s'il est central parce que le travail l'est dans notre société, n'est pas « à part » et est lié au mouvement social, à la société civile et interagit même avec les organisations politiques. Les forces politiques progressistes ont été globalement décevantes ces derniers temps par leur nombrilisme, leurs conflits liés aux guerres d'égos ou de prise de pouvoir, leurs fracturations quotidiennes et le renforcement de polarisations pour « exister » dans les médias et sur les réseaux sociaux (dont certains sont devenus des outils de l'extrême-droite), pour disqualifier les autres, loin d'un débat ou d'un affrontement démocratique sain et serein. À cela s'ajoute la tentative hégémonique de certains, y compris en cherchant à recréer une forme de vassalisation du mouvement syndical et du mouvement social, ce qui ne peut que crispier voire éloigner. Tout cela pèse dans la période.

La même intelligence collective qu'entre syndicats est nécessaire à l'échelle de notre écosystème général qui regroupe très largement au-delà des syndicats et des organisations politiques : collectifs, comités, associations, groupes, parfois informels... C'est particulièrement vrai sur les fronts spécifiques qui nous concernent toutes et tous de l'écologie, des luttes lgbtqi+, du féminisme, de l'antiracisme ou de l'antivalidisme mais aussi du réseau vaste de collectifs, associations, fondations pour les droits humains, le logement digne, l'action de terrain contre la pauvreté, pour aider les personnes à la rue, contre les violences policières, de soutien aux migrant.es et déplacé.es, de développement culturel, de sport égalitaire, en fait à toutes les formes de solidarités, de luttes pour nos libertés et l'égalité des droits, sans oublier la presse alternative. Ce sont souvent elles qui pallient les défaillances profondes des collectivités et de l'Etat, participent à l'existence de contre-pouvoirs et qui parfois sauvent notre humanité.

C'est cette force générale qui doit entrer en synergie pour tout changer. On ne va pas se mentir : on joue depuis longtemps en défense et on encaisse les buts, d'autant que certain.es qui se disaient avec nous ont marqué contre leur camp et sapé la confiance, particulièrement sous la période Valls/Hollande. Alors il est peut-être temps de questionner notre fonctionnement général, de voir où sont nos ressources pour ressouder l'équipe et inverser (rapidement) la tendance. Ces dernières années nous avons eu des exemples de regroupements et de capacité à faire front ensemble en partant d'où on est. C'est le cas par exemple avec le Réseau syndical international de solidarité et de luttes. Au niveau national, sans reparler des retraites, on peut penser au moment de juin 2024 avec la dissolution.



Campagne syndicale contre l'extrême droite.

Plus structurellement, les regroupements syndicaux / associations telle que l'Alliance écologique et sociale¹ (AES, avec la Confédération Paysanne, la FSU, Solidaires et les Amis de la Terre, ATTAC, Greenpeace et Oxfam) ou le Pacte du pouvoir de vivre² (PPV, avec la CFDT, l'UNSA et notamment Aequitaz, Action contre la faim, ATD Quart Monde, la CIMADE, la Fondation pour le logement, la Fondation pour la nature et l'homme, NégaWatt, le Réseau Action Climat France, la Mutualité française et toujours Oxfam) sont ce qui peut permettre de créer une combinaison positive de nos forces, du rapprochement, de la confiance, qui se traduit concrètement, au moins côté AES. Les espaces de travail et de construction en commun ont permis de créer de la solidarité organisationnelle. Plus encore, l'AES permet un

travail concret qui allie plaidoyer et lutte, prenant le meilleur des deux mondes, comme on a pu le voir avec Chapelle Darblay par exemple et comme le montrent les dynamiques actuelles, notamment sur la question de développement ferroviaire avec l'implication de SUD-Rail.

En retour, ces espaces plus larges que le syndicalisme renforcent la discussion intersyndicale : l'AES (ex Plus jamais ça) a été déterminant dans les échanges et la confiance entre la CGT, la FSU et Solidaires en 2022 et dans la construction de la mobilisation pour nos retraites, avant le départ en 2023 de la CGT. Des points restent à travailler, comme faire gagner AES en visibilité propre et se déployer sur le territoire pour ne pas sembler une alliance seulement par le haut. Mais elle a ouvert de nouvelles perspectives et nous renforce collectivement. C'est ainsi que la combinaison de ces deux forces AES et PPV, avec

des cultures différentes, a permis en quelques jours de juin 2024 de dégager une plateforme unitaire de propositions d'urgences sociales et écologiques, la coalition 2024³ que la CGT avait rejoint.

Il existe un travail unitaire contre l'extrême droite au niveau national qui regroupe la CFDT, la CGT, la FSU, SUD/Solidaires et l'UNSA. Il semble tourner au ralenti ces derniers temps, mais espérons que les structures prennent conscience des enjeux communs trop importants pour ne pas agir plus vite et plus fort. Et si les syndicats n'arrivent pas à impulser des choses fortes au niveau national, nous ne sommes pas obligés d'attendre : nous pouvons construire des démarches unitaires dans nos entreprises, nos services, nos associations, à l'échelle des sections, des secteurs, des unions locales ou départementales.

POUR FAIRE MENTIR LES PRONOSTICS : DES PROPOSITIONS POUR L'ANNÉE 2026

Alors que faire ? Voici quelques pistes qui permettent une mise en œuvre rapide, sans la prétention d'apporter une réponse toute faite, encore moins de donner des leçons aux camarades des différentes forces syndicales. Elles sont complémentaires de l'action quotidienne de défense, de formation, de lutte, de discussions dans nos organisations qui restent centrales et essentielles.

1. En parler dans nos syndicats à toutes les échelles : il faut s'emparer de ce sujet et en faire un élément central de nos discussions. Que faisons-nous pour faire reculer l'extrême-droite ? Quel impact de telle ou telle décision/action syndicale sur le sujet ? Chaque syndicat a son fonctionnement et sa culture propre, avec des logiques d'impulsions différentes. Il est possible d'introduire ces discussions à plein de niveaux, allons-y, sans oublier à chaque fois la dimension unitaire.

2. Faire adhérer son syndicat à VISA et construire des VISA sur nos territoires, par exemple à l'échelle de départements : cela permet à la fois de renforcer un outil unitaire mais aussi de développer un espace de liaison régulier et intersyndical sur le sujet, comme avec la création récente d'un VISA 93.

3. Renforcer le travail syndical concret et se réapproprier collectivement les questions qui divisent, qui sont instrumentalisées par l'extrême-droite, pour les dépasser. Il s'agit d'échanger avec les collègues et travailler la transposition en revendications positives et progressistes ce qui est actuellement instrumentalisée à l'échelle individuelle par des discours de peurs, de haines ou de division sur les conditions de travail. En faisant collectif on fait reculer l'extrême-droite comme le rappellent des membres des Ateliers Travail et Démocratie⁴.

4. Créer des espaces de discussions au travail sur des bases larges en partant de la défense des droits humains et des libertés démocratiques : l'objectif c'est de se regrouper le plus largement possible, de sortir de la torpeur et des angoisses individuelles, de se redonner de la confiance collectivement. Il s'agit aussi de permettre à celles et ceux qui veulent se serrer les coudes, qui souffrent de la période, qui veulent agir, y compris des collègues non syndiqués, de trouver un espace pour agir qui peut être informel ou non (collectif, comité...). Et si jamais en 2027 l'extrême droite s'empare de l'appareil d'État, les liens construits pourront servir de base de solidarité pour s'allier, ralentir et empêcher les politiques inhumaines, sur le modèle de ce que nous avons pu voir à Minneapolis.

1 www.alliance-ecologique-sociale.org

2 www.pactedupouvoirdevivre.fr

3 www.coalition2024.fr

4 www.atelierstravailtdemocratie.org

5. Stopper la subvention de l'extrême-droite par les comités d'entreprises : box de Stérin, séjour au Puy du faux, boycott de la galaxie Bolloré... Il faut en finir avec ces financements directs et les syndicats peuvent assez facilement le porter ensemble dans un maximum d'entreprises.

6. Quitter les outils de la fascisation. Si nous avons toutes et toutes des contradictions, il est temps de fermer les comptes X (ex Twitter) qui enrichissent Elon Musk et faussent le débat public pour migrer vers des espaces plus neutres en terme algorithmique (Bluesky) et/ou libres (Mastodon)...

7. Travailler l'unité syndicale, y compris électorale : plus nous avançons ensemble, plus nous donnons confiance dans le syndicalisme aux travailleuses et travailleurs. Bien sûr, ce n'est pas possible partout. Mais dans une période où il faut faire bloc, construire l'unité, ce qui demande des efforts, n'a jamais été aussi important. Et nous avons souvent plus en commun que ce que l'on croit. De fait, sur ce sujet dans les secteurs professionnels, la responsabilité incombe le plus souvent au « plus gros ». L'année 2026 est particulièrement importante en termes d'élections professionnelles : nous devons éviter les crispations et les fracturations dans un moment démocratique majeur au travail.

8. Faire reculer le désert syndical : l'existence de sections, l'implantation syndicale sont un frein à l'expansion de l'extrême-droite. Le mouvement syndical, malgré ses efforts, est en échec et n'est pas présent dans de nombreux territoires et entreprises. C'est d'ailleurs une des causes de la mobilisation des Gilets Jaunes. Et si on imaginait une campagne unitaire de syndicalisation⁵ à porter ensemble pour aller en direction des travailleuses et travailleurs ? Ce serait un signal fort vers le monde du travail. Expérimentons ça avec nos unions

locales et nos unions départementales et dans les secteurs où l'entente est bonne, pour créer et diffuser des exemples concrets d'action unitaire car là où le syndicalisme avance, l'extrême-droite recule.

9. Adopter et développer la centralité d'une écologie protectrice pour les travailleuses et travailleurs, basée sur l'utilité sociale des modes de production et de consommation. La crise climatique et environnementale accélère l'urgence pour des transformations et bifurcations majeures. Nous devons nous en emparer de façon plus forte dans nos syndicats pour en faire un levier de convergences et de mobilisations⁶ et contrer les peurs, mensonges et les politiques climaticides entretenues en particulier par l'extrême-droite qui, dans un cercle vicieux, s'en alimente.

10. Porter des revendications communes positives unifiantes avec le mouvement social et la société civile : le travail de la coalition en 2024 a été fait en urgence. Il peut être repris et approfondi car au-delà d'un projet défensif, il nous faut des mesures claires, fortes et unifiantes pour irriguer la société et proposer un autre avenir que celui de haine de l'extrême-droite qui intègre une approche intersectionnelle des dominations.

11. Mettre en place une relation indépendante avec les partis politiques progressistes : il est possible de protéger à la fois notre autonomie vis-à-vis des partis politiques et de pouvoir inventer un nouveau dialogue constructif et critique, en particulier avec une alliance électorale progressiste. Si nos mesures sont reprises par un pouvoir politique, nous pouvons mettre en place un comité de vigilance post-électorale⁷ pour suivre l'application des mesures et maintenir notre rôle de contre-pouvoir.

12. Affirmer notre solidarité inter-organisationnelle : l'extrême-droite se nourrit de polémiques et d'attaques contre

des bouts de notre écosystème général pour pousser nos divisions et nous affaiblir : combien d'associations, de syndicats, de personnalités attaquées, parfois physiquement ? Acceptons d'avoir des différences de positions et de pratiques tout en défendant celles et ceux qui sont pris.es pour cible. Le pluralisme est une de nos forces, la solidarité aussi.

13. Être capable d'impulser des luttes et d'utiliser ensemble tous les outils de mobilisation : car nous n'aurons rien sans nous mobiliser, que nos victoires améliorent le quotidien et fassent reculer les peurs et les haines. Cerise sur le gâteau, l'extrême-droite est particulièrement inaudible quand nous occupons le terrain social. De la pétition à la grève, de la réunion d'information syndicale à la tenue d'événements publics, multiplions notre visibilité unitaire pour engranger des victoires concrètes qui permettent de faire avancer l'égalité et les droits des travailleuses et des travailleurs.

S'UNIR ET REPASSER À L'OFFENSIVE

Aujourd'hui, nous sommes au bord d'un nouveau gouffre dont nous percevons les contours mais ne mesurons pas la profondeur. S'il paraît difficile de résister à son attraction, il sera encore plus difficile d'en sortir. Que serions-nous alors obligé-es de faire ? Quelles alliances désespérées dans un paysage dévasté ? Quels renoncements pensés comme impossibles aujourd'hui seraient nécessaires pour constituer une alliance encore plus large permettant de tourner la page d'une extrême-droite au pouvoir ? Ne tardons pas et soyons à la hauteur de la situation en regardant en face ce que nous faisons actuellement et ce que nous pourrions faire. Nous ne pourrions pas dire « nous ne savions pas ».

Le syndicalisme est un pragmatisme du quotidien. Mais nous avons toutes et tous une responsabilité dans nos lignes

d'actions dans la période. Si nous créons de la division dans un moment de montée des périls, nous affaiblissons nos capacités de résistance. Et elle peut être multiple, à toutes les échelles. Mesurons nos choix au miroir de la période et à leur impact sur notre camp social si nous proposons des mesures clivantes chez les travailleuses et travailleurs - par exemple sur le type de système de retraites - ou si nous construisons avant tout de l'identitaire de type « On est les plus fort-es » qui permet peut-être de serrer les rangs en interne à court terme mais qui construit du désintérêt des autres, du sectarisme et du repli sur soi.

Il faut se préparer activement. Je ne fais pas partie de ces gens, parfois des camarades, qui ont baissé les bras et qui pensent que nous allons, quoi qu'il arrive, devoir subir une majorité parlementaire et un-e président-e d'extrême-droite, devoir subir des violences et des reculs d'une réaction sans précédents depuis plus d'un demi-siècle. Notre fatalisme fera leur victoire. Rien n'est écrit. Alors ni stupeur, ni résignation. Que ce soit en pacte, en alliance ou en coalition, nous avons l'impérieuse nécessité d'empêcher le pire. Nous pouvons faire la différence, et construire une alternative enviable. Et si ensemble on contre-attaque, on pourrait même y prendre goût et transformer l'urgence en force pour écrire une nouvelle page majeure de l'histoire du syndicalisme au profit des travailleuses et des travailleurs.

■ Simon Duteil

5 <https://blogs.mediapart.fr/simon-duteil/blog/280925/et-si-osaient-une-grande-campagne-de-syndicalisation-massive-et-unitaire>

6 www.lesutopiques.org/lecologie-moteur-de-la-transformation-sociale

7 <https://blogs.mediapart.fr/simon-duteil/blog/160624/un-comite-de-vigilance-pour-le-nouveau-front-populaire>